

À quoi sert l'assurance ?



Rôle de l'assurance pour les particuliers, les entreprises et l'économie

L'assurance joue un rôle clé dans l'économie du monde contemporain. Elle fournit aux citoyens et aux entreprises des mécanismes leur permettant de gérer, d'atténuer et de faire face aux risques auxquels ils sont confrontés. Qu'il s'agisse de conduire une voiture, de créer une entreprise, d'acheter une maison ou de prendre sa retraite, l'assurance apporte la tranquillité d'esprit, contribuant non seulement à sécuriser ces activités, mais aussi, très souvent, à les rendre possibles. C'est pourquoi les assureurs jouent un rôle déterminant pour relever certains des plus grands défis actuels et futurs de l'Europe; qu'il s'agisse des effets du changement climatique, du vieillissement de la population ou encore de la nécessité d'engager des investissements massifs pour son avenir.



Protéger financièrement les particuliers et les entreprises

En Europe, les assureurs versent 2,8 milliards d'euros par jour, soit 1 010 milliards d'euros par an, au titre des sinistres et des prestations, **contribuant à une réparation rapide des dommages**. Cette protection financière que les assureurs offrent aux citoyens et aux entreprises atténue leurs préjudices et se révèle ainsi déterminante pour soutenir toutes les activités de la vie quotidienne, assurer la prospérité et la croissance économique.



Réduire et atténuer les risques

Les assureurs disposent des connaissances et de l'expertise nécessaires en matière de gestion des risques, ce qui leur permet d'**accompagner les particuliers, mais aussi les professionnels et le secteur public, dans leur gestion des risques (climatiques, cybers et autres...) afin d'améliorer leur résilience**. Prenons par exemple le cas du secteur du bâtiment : les assureurs sont en mesure de fournir des conseils pertinents en matière de planification du foncier et de normes de sécurité, en introduisant également des Systèmes d'Alerte Précoce (SAP) mais aussi en faisant en sorte que l'argent versé à la suite des dommages serve à promouvoir une reconstruction plus efficace.

Aider les citoyens à épargner pour leur retraite et leur avenir

Les produits d'investissement fondés sur l'assurance (IBIPs pour *Insurance-based investment products*) représentent la plus grande partie (70 %) des investissements de détail en Europe. Ce sont les seuls produits financiers **permettant à chacun d'investir en vue de préparer sa retraite, tout en offrant une protection supplémentaire au travers de garanties financières** en cas d'hospitalisation, d'incapacité de travail, de chômage ou de décès.

Grâce à la participation aux bénéficiaires et aux produits garantis, les assureurs sont en mesure de répondre aux besoins d'investissement de nombreux petits épargnants et investisseurs dont la confiance n'est pas toujours suffisante pour investir, par crainte de perdre leur argent. En parallèle, grâce aux produits en unités de compte, les assureurs accompagnent également les investisseurs qui sont en mesure de prendre des risques plus importants.

De plus, les IBIPs intègrent le plus souvent du conseil et de l'accompagnement en matière de gestion des investissements. L'un comme l'autre sont proposés aux clients via des canaux de vente spécifiques ou directement par les compagnies d'assurance elles-mêmes.



Stabiliser les marchés

Le modèle d'activité de l'assurance vie oriente naturellement la stratégie d'investissement des assureurs vers la recherche de performance à long terme. En effet, le montant total des indemnités qu'ils doivent verser est généralement prévisible. Ils ont par ailleurs accès à un flux continu de cotisations, même en période de tensions sur les marchés financiers. Ils jouent donc un rôle **contracyclique et stabilisateur sur ces marchés et sur l'économie**. Les assureurs peuvent ainsi réaliser les investissements à long terme, nécessaires au versement des futures prestations aux clients, sans risquer de se trouver exposés au risque de « vente forcée » en cas de chute des cours des actions ou des obligations lors d'un krach boursier.



Investir pour soutenir la croissance européenne et la transition durable

Avec environ 9 500 milliards d'euros d'actifs sous gestion et un modèle d'activité qui rend possible les investissements à long terme, le secteur de l'assurance est l'un des plus grands investisseurs institutionnels dans l'Union européenne (UE). Il contribue de façon majeure à la croissance de l'économie européenne et **soutient sa transition vers un modèle neutre en termes d'émissions de gaz à effet de serre**. En outre, en proposant des IBIPs ayant des critères de durabilité, les assureurs permettent aux citoyens de contribuer à la transition vers une économie plus durable en investissant leur épargne en fonction de leurs préférences environnementales.



Contribuer au *leadership* mondial et à l'autonomie financière de l'Europe

Du fait de son implantation significative en Europe, le secteur de l'assurance contribue à l'autonomie financière du continent. Sur le plan international, avec environ un tiers de tous les groupes d'assurance internationaux installés en Europe et la moitié des dix plus grands assureurs basés sur le continent, **le secteur contribue de manière significative au *leadership* mondial et à la compétitivité de l'Europe**.

Priorités et recommandations pour l'Europe

Afin de garantir la prospérité, la résilience, l'autonomie et la compétitivité de l'Europe face aux défis climatiques, technologiques, démographiques et aux autres enjeux contemporains, il est essentiel d'affronter les problématiques décrites ci-dessous.

Le secteur européen de l'assurance aide déjà les citoyens, les entreprises et l'économie au sens large à relever ces défis en leur fournissant une protection financière, en offrant des conseils en matière de réduction des risques et en investissant massivement dans l'économie. Les assureurs européens sont également disposés à collaborer plus étroitement avec les autorités et institutions européennes pour :

1

**Comblé
les lacunes
en matière de
protection :**

*climat, retraite,
santé, cyber*

2

**Atténuer le
changement
climatique et
adapter la
société**

3

**Accroître
l'investissement
privé**

*dans l'économie
de l'UE*

4

**Bâtir une nouvelle
approche de
la réglementation**

*qui facilite l'innovation,
la compétitivité mondiale et
la transition numérique*

Priorités et recommandations pour l'Europe

1 Comblen les lacunes en matière de protection

Défi – Le déficit de protection au niveau mondial est estimé à 2 800 milliards de dollars par an, avec de nombreuses conséquences pour les particuliers. Par exemple, les dommages causés par les catastrophes naturelles augmentent plus rapidement en Europe que dans les autres régions du monde, alors que seulement 25 % des dommages sont couverts par l'assurance.

Priorité – Il est essentiel de réduire les écarts de protection en matière de risque climatique et cyber, de retraites et de santé afin de garantir la résilience et la prospérité des citoyens et des entreprises européennes, aujourd'hui et à l'avenir. Cela nécessite des actions et une collaboration de la part de l'industrie et des décideurs politiques afin de créer des environnements dans lesquels les risques peuvent être atténués, gérés et assurés à des prix abordables.

Propositions

- **Sensibiliser aux risques et à la nécessité de s'assurer et d'épargner** en :
 - fournissant des conseils sur la réduction des risques et en encourageant la souscription d'une assurance adaptée ainsi que l'épargne et l'investissement personnels par le biais, par exemple, d'incitations fiscales et de campagnes de sensibilisation ;
 - promouvant les bilans de santé de routine et les mesures préventives ;
 - favorisant les bonnes pratiques en matière de cybersécurité pour réduire l'exposition aux risques.
- **Promouvoir les partenariats public-privé dans les cas où les risques ne sont pas assurables par le seul secteur privé.**
- **Encourager les États membres à ne pas appliquer de taxes aux cotisations d'assurance, car cela peut affecter l'accès à la couverture.**
- **Veiller à ce que les assureurs puissent accéder aux données et les utiliser.** Il s'agit notamment d'aider les clients à consentir au partage des données issues de leurs véhicules, de leurs applications de santé et de leurs appareils personnels. Sans données, les assureurs ne peuvent pas fournir de couverture et des données limitées se traduisent par des cotisations plus élevées. Les données sont essentielles dans tous les domaines de l'assurance pour l'analyse, la tarification, mais aussi pour la détection et la prévention des risques, sans oublier l'innovation ou encore la lutte contre la fraude.
- **Veiller à ce que les assureurs puissent fixer le prix de leurs produits en fonction du risque réel,** car cela leur permet de continuer à offrir une couverture fiable tout en promouvant la prévention des risques, par exemple en matière d'adaptation au changement climatique. En effet, la tarification basée sur le risque aide les clients à mieux comprendre les coûts réels **associés à certains choix, tels que la construction d'un bâtiment dans une zone inondable, et encourage des choix plus éclairés et durables.**
- **Créer un « centre d'expertise en matière d'assurance » au sein de la Commission européenne.** Ce centre veillerait à ce que de nouvelles initiatives n'aient pas pour conséquence de remettre en cause le modèle d'activité du secteur. Il pourrait également soutenir l'élaboration et l'utilisation de normes et de lignes directrices pour atténuer les risques et, ainsi, contribuer à accroître la résilience des citoyens et des entreprises.

2 Atténuer le changement climatique et adapter la société

Défi – Il est impératif de réduire à zéro les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050. Pour autant, si cela permet de ralentir le réchauffement de la planète, cela ne l'arrêtera pas. Notre planète va donc endurer des conditions météorologiques de plus en plus extrêmes, ce qui entraînera toute une série de conséquences dramatiques.

Priorité – Afin de limiter l'ampleur du changement climatique, il est essentiel de continuer à se concentrer sur la transition «zéro émission nette». Toutefois, pour aider les personnes et les entreprises à faire face au changement déjà en cours, il est fondamental que les gouvernements proposent des progrès concrets en matière d'adaptation et de résilience.

Propositions

- **Favoriser l'adoption accélérée de mesures adéquates d'adaptation au dérèglement du climat à tous les niveaux, du citoyen à la municipalité et à l'État.** Il s'agit notamment, mais pas exclusivement, de veiller à ce que les contrôles de l'utilisation des sols et les codes de construction soient strictement appliqués, ou encore d'investir dans les infrastructures nécessaires.
- **Encourager la délivrance d'informations détaillées sur l'exposition aux risques des bâtiments, aux acheteurs et aux locataires** afin de les sensibiliser et d'influer sur leur prise de décision.
- **Mettre l'accent sur la transition et son financement, en plus des activités déjà vertes.** Cela inclut d'améliorer la taxonomie de l'UE et d'autres rapports liés au développement durable afin qu'ils produisent les effets attendus et soient aussi efficaces que possible.
- **Limiter les nouvelles exigences en matière de rapports et de réglementation à ce qui est absolument nécessaire,** en se concentrant davantage sur la mise en œuvre, le fonctionnement et la disponibilité des rapports déjà existants sur le développement durable ; ceci par le biais du point d'accès unique électronique (ESAP pour European Single Access Point) aux informations financières et non financières des entités européennes.
- **Créer un « centre d'expertise en assurance » au sein de la Commission européenne jouerait un rôle important.**

3 Accroître l'investissement privé dans l'économie de l'UE

Défi – L'UE a besoin d'investissements massifs pour lutter contre le changement climatique, accroître sa sécurité, financer la croissance et parvenir à l'autonomie, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'alimentation et des technologies. On estime qu'à elle seule la transition écologique nécessite au moins 620 milliards d'euros par an.

Priorité – Pour répondre à ces besoins, tout en contribuant à augmenter les revenus des personnes retraitées, il est essentiel d'accroître l'investissement de détail, notamment par le biais de produits d'assurance, d'épargne et d'épargne retraite, et de diversifier les sources de financement des entreprises de l'UE.

Propositions

- **Faciliter l'investissement des consommateurs dans les produits d'assurance et d'épargne retraite.** Dans le cadre de la *Retail Investment Strategy* (RIS), l'UE devrait simplifier et moderniser le processus d'investissement pour les Européens, en fournissant des informations claires et rationalisées aux clients, en offrant une certaine souplesse dans le choix des modèles de conseil et en garantissant un marché bien supervisé qui maintient des normes d'un standard élevé.
- **Améliorer les règles prudentielles qui constituent des obstacles à l'investissement.** Il est nécessaire de finaliser les détails techniques de niveau 2 de la révision de Solvabilité II, en tenant compte de l'impact sur la réalisation des objectifs de l'Union des marchés des capitaux (CMU pour *Capital Markets Union*). Il s'agit notamment de supprimer les obstacles qui empêchent les assureurs d'offrir des produits à long terme et les garanties que de nombreux clients souhaitent et dont ils ont besoin pour investir, ainsi que d'investir davantage dans des actifs liés à la CMU.
- **Accroître l'accès des assureurs à des actifs tels que le capital-risque, les infrastructures, les capitaux propres et les dettes des PME.** Les fonds peuvent permettre à un large éventail d'assureurs d'investir dans ces catégories d'actifs. Des mesures devraient être prises pour déterminer où et pourquoi ces fonds ont été couronnés de succès et comment leur utilisation peut être élargie. D'autres obstacles à l'investissement transfrontalier devraient également être levés.
- **Promouvoir l'amélioration de l'éducation financière et de l'assurance ainsi que des mécanismes d'incitation (« nudge »).** Par exemple, les tableaux de bord et de suivi des retraites individuelles peuvent inciter les citoyens à investir davantage.

4 Bâtir une nouvelle approche de la réglementation européenne qui facilite l'innovation, la compétitivité mondiale et le passage au numérique

Défi – La réglementation dans l'UE s'est développée de manière exponentielle et elle est devenue plus complexe, créant une charge réglementaire inutilement élevée pour les entreprises européennes, y compris dans le secteur de l'assurance. Ainsi, alors qu'en 2012 il existait douze textes législatifs ayant un impact sur les assureurs, il y en aura bientôt environ soixante-dix. Cette surréglementation entraîne des coûts importants, non seulement pour les entreprises, mais aussi indirectement pour les consommateurs, réduisant l'aptitude à innover et à se développer et nuisant à la compétitivité de l'Europe dans le monde.

Priorité – Garantir un environnement réglementaire au sein de l'UE qui favorise l'innovation, la compétitivité et la croissance.

Propositions

- Respecter l'engagement de **réduire de 25 % la charge de travail liée à la production de rapports.**
- **Changer l'approche en matière de réglementation** en élaborant et en appliquant des principes clairs afin de garantir que la nouvelle réglementation soit aussi efficace et efficiente que possible, par exemple:
 - introduire de nouvelles réglementations uniquement en cas de réelle nécessité;
 - éviter les doublons et les chevauchements au niveau de l'UE et au niveau national;
 - veiller à ce que la réglementation soit favorable à l'assurance et à ce que les règles du jeu soient les mêmes pour tous;
 - procéder à une évaluation d'impact approfondie tenant compte des coûts, des conséquences involontaires et de la compétitivité internationale;
 - adopter une approche progressive et intégrer la proportionnalité;
 - prévoir suffisamment de temps pour la mise en œuvre.

Comment l'assurance fonctionne

L'acquisition d'une police d'assurance, en échange d'une cotisation fixe et abordable, élimine le risque d'un sinistre important au coût insurmontable.

En mutualisant les primes et les sinistres assurés entre différents groupes de clients et/ou au fil du temps, l'impact financier d'un sinistre, éventuellement désastreux pour un assuré, est réparti sur tout le groupe. Dans ce modèle, prévention et atténuation sont essentielles : elles contribuent à maintenir des risques assurables à un prix abordable.

Toutefois, pour que l'assurance fonctionne, les conditions clés suivantes doivent être remplies — sans elles, les risques peuvent devenir inassurables.

Des risques suffisamment nombreux pour un *pool* diversifié

Pour créer un groupe (*pool*) diversifié, il faut suffisamment de clients, de sorte que les coûts puissent être répartis et qu'ainsi, le prix de l'assurance baisse. Si l'on constate, par exemple, trop peu de profils risqués / non risqués au sein du *pool*, l'assurance peut devenir impossible.

Une cotisation juste et abordable pour les clients

Les clients sont en mesure de s'acquitter d'une cotisation seulement si le montant de celle-ci demeure abordable. Lorsque le sinistre est très grave — inondation d'une maison, par exemple — le risque, lui, doit demeurer faible, sinon, les cotisations peuvent être trop élevées.

La tarification basée sur le risque permet de facturer les clients en fonction de leur contribution au risque et de l'importance des sinistres. Si ceux qui ne prennent part que faiblement à l'ensemble des sinistres payent la même chose que ceux qui y contribuent beaucoup, alors il est probable qu'ils cesseront de souscrire une assurance. Pour certains produits, la tarification basée sur le risque peut aussi inciter des clients à éviter des comportements à risque, ce qui améliore les résultats de tout le monde.

La nécessité d'éviter que les clients agissent de manière déloyale les uns envers les autres ou envers l'assureur

Le risque doit demeurer aléatoire : si un sinistre devient certain, cela fera mécaniquement augmenter les risques et donc les coûts pour tous les autres assurés. Les clients ont également intérêt à éviter les réclamations. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles les assureurs leur demandent de payer une partie du coût du sinistre (la franchise).

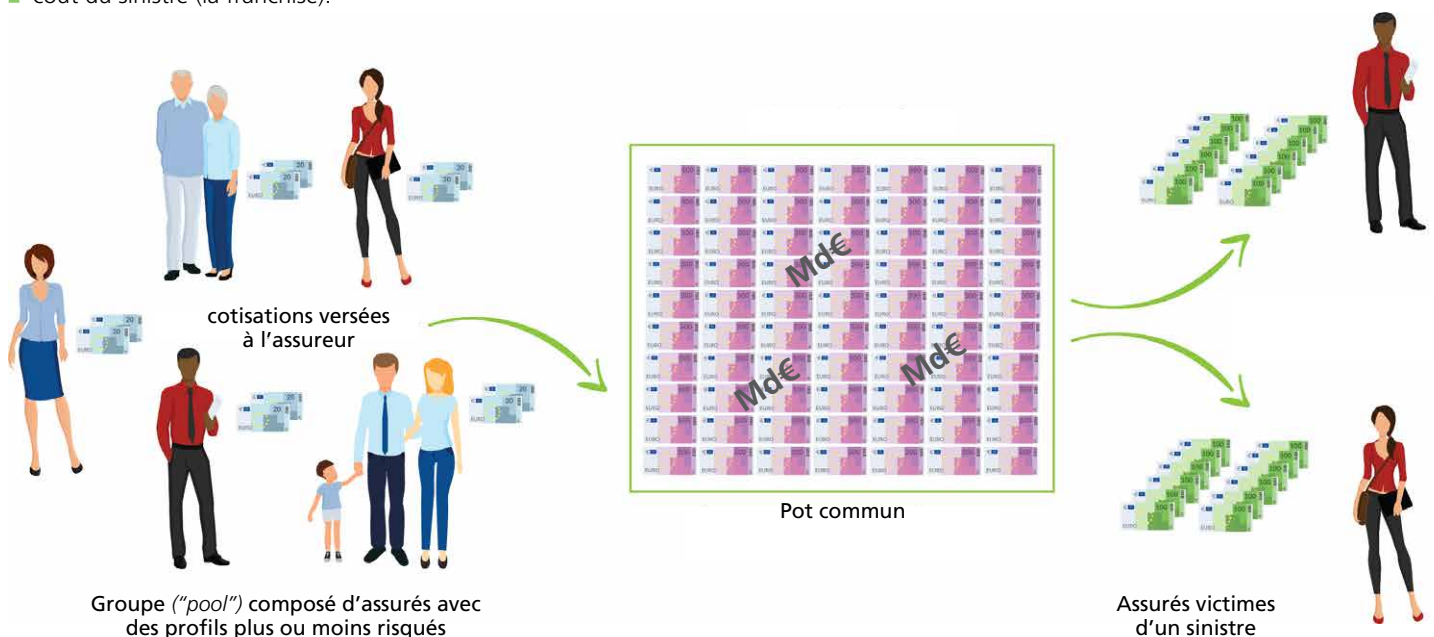
Des données disponibles pour quantifier les risques et calculer le prix

Les données sont essentielles pour fournir des produits d'assurance. Sans elles, il est impossible de concevoir de nouveaux produits, de tarifier les produits existants, d'évaluer les risques et d'élaborer des mesures de prévention. Même si la réglementation est conçue pour éviter d'utiliser certaines données clients, relatives à des décisions de tarification individuelles, ces données restent nécessaires pour évaluer les coûts globaux en matière de risques.

Des cotisations et pertes maximales acceptables pour les assureurs

Pour pouvoir proposer des produits d'assurance, les assureurs doivent être en mesure de facturer des cotisations qui, globalement au moins, couvrent les sinistres futurs, les ventes et les coûts opérationnels.

Les assureurs doivent donc disposer d'une trésorerie importante pour prendre des risques au nom de leurs clients et honorer tous leurs engagements (capital de solvabilité). Le calcul du capital de solvabilité, à son niveau cible minimal, est fondé sur une formule standard incorporant l'ensemble des risques. Cette formule est fixée soit par la réglementation européenne, soit par des modèles internes encore plus sophistiqués, développés par les entreprises d'assurance elles-mêmes. Les assureurs doivent être en mesure d'évaluer l'exposition à des événements d'une ampleur catastrophique. Ils doivent également réaliser des bénéfices suffisants pour rémunérer ceux qui fournissent le capital de solvabilité (généralement les actionnaires).



QUESTIONS D'ASSURANCE

L'UNION DES MARCHÉS DE CAPITAUX

Le projet actuel d'Union des marchés des capitaux (CMU pour Capital Markets Union) vise à répondre aux besoins d'investissement massifs de l'Union européenne afin de financer les retraites des citoyens européens mais aussi les entreprises (start-ups, capital-risque, PME, etc), et leur permettre ainsi d'être plus innovantes, plus compétitives et plus résilientes. Parce qu'elle fournit la protection qui permet la prise de risque et l'activité économique, qu'elle propose aux citoyens des produits d'épargne et de retraite et qu'elle investit dans l'économie, l'assurance joue déjà un rôle clé dans le soutien des objectifs de la CMU. Des actions ciblées permettraient au secteur d'aller encore plus loin dans cette mission.

Avec l'assurance...

Des citoyens et des entreprises protégés

Les assureurs protègent les citoyens et les entreprises face aux risques et leur proposent des outils qui leur permettent de les gérer et de les atténuer. En aidant les particuliers et les entreprises à se remettre d'événements susceptibles d'entraîner des pertes financières considérables, les assureurs jouent donc un rôle clé dans la société.

Des particuliers encouragés à participer à la CMU

Les assureurs proposent une large gamme de produits alliant investissement et protection assurantielle. Les produits d'investissement fondés sur l'assurance (IBIPs) représentent la plus grande part des investissements de détail en Europe (70 % selon l'*European Insurance and Occupational Pensions Authority* [EIOPA]). Leur rôle est crucial dans le développement de la CMU.

Le plus grand investisseur institutionnel à long terme de l'UE

Le secteur de l'assurance est le plus grand investisseur institutionnel en Europe et finance donc à long terme les gouvernements et les entreprises. Les assureurs européens investissent ainsi près de 9,5 milliards d'euros chaque année dans l'économie et 69 %¹ de leurs investissements en actions, en obligations d'entreprises et en obligations souveraines se font au sein de l'UE.

Une réussite mondiale qui contribue à l'autonomie financière de l'UE

Le savoir-faire des assureurs européens est réputé au niveau mondial². Nombre d'entre eux jouent un rôle majeur à l'international.

Sans l'assurance...

Une vulnérabilité accrue et une capacité d'innovation réduite

Sans assurance pour répartir les risques et y faire face, des événements même mineurs pourraient avoir des conséquences financières catastrophiques pour ceux qui en sont victimes. L'absence d'assurance découragerait l'entrepreneuriat, l'investissement et l'innovation. Sans la protection que l'assurance offre contre des pertes éventuelles, les entreprises seraient plus réticentes à investir et développer de nouvelles activités.

Un accroissement des écarts en matière d'investissement, de protection et d'épargne

Sans produits d'assurance épargne et retraite, les consommateurs disposeraient d'un choix plus restreint de produits susceptibles de répondre à leurs besoins. Notre enquête sur les retraites a confirmé ce que d'autres études avaient déjà révélé : la sécurité de leur épargne est la première préoccupation des citoyens européens³. Sans les clauses de protection incluses dans les produits d'épargne-assurance, de nombreux consommateurs ne prendraient pas le risque d'investir.

Des investissements à long terme dans l'économie de l'UE qui restent insuffisants

L'UE a besoin d'investisseurs de long terme, à la fois dans des actifs cotés sur les marchés financiers et dans des actifs non cotés, notamment des actifs non liquides tels que les infrastructures, le capital-investissement et la dette privée. Or, sans les assureurs, il y aurait moins d'investisseurs de long terme et moins d'investisseurs pouvant jouer le rôle de stabilisateurs en cas de turbulences sur les marchés.

¹ Estimations EIOPA

² [AIGs sont définis par the International Association of Insurance Supervisors \(IAIS\)](#)

³ [L'enquête menée en 2023 par Insurance Europe auprès de près de 16000 personnes dans 15 pays a révélé que la sécurité et la sûreté étaient de loin les principales priorités lorsqu'il s'agissait d'épargner en vue de sa retraite.](#)

QUELS SONT LES DÉFIS À RELEVER AUJOURD'HUI ?

Actuellement, les entreprises et les citoyens européens ne sont pas en mesure de bénéficier de financements et d'investissement solides, diversifiés, efficaces et sûrs. Au sein de l'UE, les entreprises européennes ne se développent pas au même rythme que sur les autres marchés mondiaux.

Alors que l'UE affiche l'un des taux d'épargne les plus élevés au monde, le niveau de participation des investisseurs individuels aux marchés des capitaux est très faible, d'après une étude réalisée en 2022 qui révèle que 72 % des citoyens européens n'ont investi dans aucun produit financier. L'UE doit donc encourager une plus grande participation des particuliers aux marchés de capitaux. Toutefois, plusieurs obstacles comportementaux, pratiques et réglementaires doivent d'abord être levés.

La dépendance à l'égard des banques et le manque de diversité dans le financement des entreprises européennes constituent également un problème clairement identifié et un élément clé du projet CMU initial. Plusieurs facteurs expliquent cette situation, notamment la charge de capital excessive à laquelle les assureurs sont généralement confrontés, y compris pour les investissements en actions.

Le respect de la réglementation européenne actuelle nécessite des ressources considérables et entraîne donc des coûts élevés, ce qui limite la capacité d'innovation et de croissance des entreprises européennes et réduit par conséquent la compétitivité du continent. Cette lourde réglementation impacte toutes les entreprises européennes et peut être particulièrement pesante pour les start-ups et les PME.

LES ASSUREURS PEUVENT ALLER ENCORE PLUS LOIN...

Comment les décideurs politiques peuvent-ils contribuer ?

Pour accroître la capacité d'investissement des particuliers...

- **Faciliter l'investissement des particuliers dans les produits d'épargne et de retraite**
 - La *Retail Investment Strategy* (RIS) doit encourager et faciliter les investissements tout en veillant à ce que les consommateurs demeurent protégés:
 - en limitant la quantité d'informations à fournir, ce qui allégerait des processus de vente aujourd'hui trop longs et compliqués qui découragent les citoyens européens d'investir ;
 - en proposant informations et conseils sur ce qui compte le plus pour les consommateurs dans leurs décisions d'investissement : les garanties financières et la protection contre les risques ;
 - en utilisant la numérisation pour simplifier et rationaliser le processus ;
 - en ne limitant pas l'accès des particuliers au conseil et aux différents canaux de distribution.
- **Améliorer les règles prudentielles qui constituent des obstacles**
 - La révision de la directive Solvabilité II doit cibler l'excès actuel de capital et de volatilité, entraînant des obstacles inutiles à l'investissement dans des produits à long terme, garantis et incluant une participation aux bénéficiaires.
- **Améliorer l'éducation financière et l'éducation à l'assurance ainsi que les mécanismes d'incitation (*nudging*)**
 - Les efforts déployés, pour promouvoir l'éducation en matière de finance et d'assurance, sont essentiels pour permettre aux citoyens européens de disposer des connaissances et de la confiance nécessaires. Les tableaux de bord et les systèmes de suivi des retraites peuvent inciter et aider les citoyens à investir davantage.

Pour diversifier le financement des entreprises de l'UE...

- **Améliorer les règles prudentielles qui freinent les investissements des assureurs**
 - Il est essentiel que les détails techniques de niveau 2 de la révision de Solvabilité II soient finalisés en tenant compte de l'impact de cette révision sur la réalisation des objectifs de la CMU.
- **Améliorer l'accès des assureurs aux fonds propres des PME, à leur dette, au capital-risque et aux infrastructures**
 - Les fonds nationaux, qui englobent des fonds propres et des fonds d'emprunt de PME, de capital-risque ou des infrastructures, fournir aux assureurs l'échelle et l'accès nécessaires pour investir dans ces actifs. Il conviendrait d'étudier la possibilité de créer des déclinaisons multinationales ou européennes de ces fonds et de tirer parti d'instruments financiers tels que *Invest EU*.
- **Faciliter les investissements transfrontaliers**
 - Il faut renforcer la confiance dans les investissements transfrontaliers au sein de l'UE en progressant en matière de droit de l'insolvabilité et en renforçant la protection des investissements au sein de l'UE.

Pour créer un environnement propice à l'innovation, à la concurrence mondiale et à la croissance pour les entreprises européennes (start-ups, PME, sociétés cotées en bourse)...

- **Réduire l'accumulation réglementaire**
 - Respecter l'engagement de la Commission européenne de réduire de 25 % le volume de rapports réglementaires.
 - Élaborer et mettre en œuvre des principes clairs pour une réglementation efficace et efficiente. L'introduction de nouvelles réglementations ne devrait être possible qu'en cas de nécessité avérée. Elles devraient aussi être plus simples, mieux proportionnées, plus prévisibles et fondées sur des objectifs tangibles et mesurables.

QUESTIONS D'ASSURANCE

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

En raison du changement climatique, l'impact d'événements tels que les inondations, les tempêtes, les sécheresses ou les vagues de chaleur ne cesse de croître, affectant les Européens et leurs modes de vie. La gravité et la fréquence de ces phénomènes ne vont cesser d'augmenter, entraînant des pertes économiques sans précédent et multipliant les risques qu'un nombre croissant de personnes ne soient pas correctement protégées contre ces catastrophes.

Les assureurs jouent un rôle crucial non seulement dans la lutte contre les effets du changement climatique, en augmentant la résilience des personnes et des entreprises grâce à leur couverture, en encourageant l'adaptation au climat et en conseillant les autorités sur la gestion et la prévention des risques, dans une certaine mesure par le biais de partenariats public-privé, mais aussi en contribuant à limiter le changement climatique. En effet, en formant l'un des plus grands groupes d'investisseurs institutionnels, les assureurs contribuent à financer la transition vers une économie neutre en carbone, sobre en ressources et plus durable.

Le déficit mondial de protection contre les catastrophes naturelles est d'environ 139 Md\$ par an et les pertes annuelles moyennes sont passées de 126 Md\$ (1990-1999) à 219 Md\$ (2010-2020).

Source: [GFIA, 2023](#)

Avec l'assurance...



Une transition verte «zéro émission nette»

Les assureurs favorisent la transition vers le «zéro émission nette» en proposant une couverture d'assurance pour les projets d'énergie renouvelable et en investissant de manière significative dans ces projets.



Une garantie de couverture et de protection en cas de sinistre

Grâce à l'indemnisation des pertes encourues, l'assurance permet de surmonter rapidement les sinistres climatiques. Cette aide permet aux communautés touchées de se reconstruire et de se rétablir au plus vite, réduisant ainsi les impacts socio-économiques à long terme des événements climatiques extrêmes.



Une véritable capacité d'adaptation

Les entreprises d'assurance s'associent régulièrement avec les gouvernements et les collectivités afin d'élaborer des plans globaux d'adaptation et de résilience au changement climatique. Ces initiatives consistent notamment à évaluer les faiblesses, à identifier les actions prioritaires ainsi qu'à mettre en œuvre des mesures visant à protéger les vies, les biens et les infrastructures critiques face aux risques climatiques.

Des changements de comportement

Les conseils, la tarification et les conditions de couverture peuvent inciter les individus et les entreprises à adopter des pratiques plus résilientes face au changement climatique. Par exemple, des réductions de cotisations peuvent être accordées aux assurés qui mettent en œuvre des mesures d'atténuation des inondations, tandis que des primes plus élevées peuvent être exigées pour les bâtiments situés dans des zones à haut risque, incitant ainsi à ne pas construire dans ces zones.

Sans l'assurance...

Une perte de résilience à la suite d'un sinistre

Si le coût des catastrophes liées au climat est supporté uniquement par les personnes touchées, cela peut conduire à leur ruine financière et nuire à leur résilience.

Un risque accru d'inadaptation

Si les assureurs ne partagent pas leur expertise et leur expérience en matière de gestion des risques avec les pouvoirs publics ou le secteur privé, ceux-ci seront davantage susceptibles d'entreprendre des projets ou construire des infrastructures inadaptées.

Un manque d'investissement dans la transition écologique

Selon l'Agence européenne pour l'environnement, le *Green Deal* européen devrait nécessiter des investissements à hauteur d'environ 520 milliards d'euros par an jusqu'en 2030. Sans investissement privé, y compris de la part d'investisseurs institutionnels clés tels que les assureurs, la transition verte ne sera pas possible.



Les efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique seraient gravement entravés, et les coûts ainsi que les conséquences des catastrophes naturelles seraient répercutés de manière disproportionnée sur les individus et la société dans son ensemble.

CULTIVER UNE CULTURE DE L'ANTICIPATION ET DE LA SENSIBILISATION AUX RISQUES

Avec l'accélération du changement climatique, des événements autrefois inimaginables deviennent de plus en plus fréquents. Les assureurs sont directement concernés car leur capacité à fournir une couverture dépendra de plus en plus des efforts déployés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et adopter de solides mesures d'adaptation. Ces efforts nécessitent une action conjointe de la part des entreprises, y compris des assureurs, des citoyens et des autorités publiques. Ils supposent également de faire des choix difficiles, comme la limitation de la construction dans les zones inondables. De telles décisions, qui appellent à une bonne compréhension par les décideurs des défis liés au changement climatique, ont des conséquences économiques difficiles à court terme mais sont cruciales pour renforcer la résilience climatique à long terme. Il est tout aussi essentiel de veiller à ce que les citoyens et les entreprises soient bien informés des risques auxquels ils sont confrontés, afin d'agir et de s'adapter en conséquence.

La compréhension, la gestion et la réduction des risques sont également essentielles dans le contexte de l'utilisation, du stockage, de l'élimination et du recyclage des batteries. En effet, la transition écologique nécessite l'utilisation massive de batteries (lithium-ion) dans tous les secteurs économiques. Les dangers liés à ces batteries sont tels que certaines des activités qui y sont liées sont difficilement assurables aux coûts attendus par les assurés. Les efforts doivent ainsi se concentrer sur la réduction des risques, notamment par une amélioration de la prévention, de la sensibilisation aux risques ainsi qu'à leur gestion. Pour y parvenir, les assureurs, les décideurs politiques et les principales parties prenantes, telles que les usines de recyclage des déchets électroniques, doivent unir leurs efforts. L'enjeu est de taille : réussir ou non la transition écologique.

LES ASSUREURS PEUVENT ALLER ENCORE PLUS LOIN...

Comment les décideurs politiques peuvent-ils aider les assureurs dans leur mission de protection ?

Accélérer l'adoption de mesures adéquates d'adaptation au climat à tous les niveaux, de l'individu à l'État.

- Les décideurs politiques devraient proposer des conseils sur la manière dont les citoyens et les entreprises peuvent améliorer leur résilience, en encourageant l'adoption de mesures de réduction des risques et en incitant les citoyens ainsi que les entreprises à prendre en compte les risques potentiels auxquels ils sont confrontés, eux et leurs biens.
- Les décideurs politiques devraient instaurer une obligation de fournir des informations sur les risques aux acheteurs et locataires potentiels de bâtiments.
- Les décideurs politiques devraient revoir les règles en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme, ainsi que les codes de construction, afin qu'elles intègrent pleinement les aléas climatiques.
- Les décideurs devraient être encouragés à prendre, le cas échéant, des décisions d'arbitrage, par exemple en décidant de ne pas construire dans des zones à risque, même si cela implique à court terme de renoncer à une opportunité économique.
- Les particuliers et les entreprises devraient être incités à rendre leurs biens plus résilients face aux risques climatiques tels que les tempêtes et les inondations, par le biais de moyens pédagogiques, de subventions et d'allègements fiscaux. Les décideurs politiques devraient également encourager les gouvernements à soutenir ces mesures et à créer un environnement fiscal favorisant la souscription de contrats d'assurance et les efforts de résilience ; encourageant ainsi les assureurs à envisager des baisses de cotisations.

Poursuivre les efforts afin de renforcer le dialogue entre toutes les parties prenantes.

- Il est essentiel que les décideurs politiques poursuivent leurs efforts en vue de garantir une bonne compréhension des risques climatiques, et favorisent également une approche holistique permettant d'identifier les meilleures pistes à suivre dans la lutte contre le dérèglement du climat.
- Il s'agit également de favoriser des initiatives visant à accroître l'assurabilité des risques émergents, par exemple en élaborant des lignes directrices ou des normes impliquant toutes les parties prenantes. Ces initiatives pourront par exemple prévoir des normes favorisant des constructions résilientes ou contribuant à réduire les risques liés à l'utilisation croissante des batteries lithium-ion, au recyclage des déchets électroniques et aux panneaux photovoltaïques.

Créer un « centre d'expertise en matière d'assurance » au sein de la Commission européenne, qui servirait de pôle de connaissances pour les Directions Générales.

- Ce centre veillerait à ce que les risques liés à toute initiative législative soient dûment pris en compte, de manière à atteindre les objectifs fixés sans compromettre l'assurabilité et, par extension, la résilience climatique.

Comment les décideurs politiques peuvent aider les assureurs dans leur rôle d'investisseurs de long terme

Se concentrer sur la mise en œuvre des obligations les plus décisives et des rapports ayant le plus d'impact, puis s'assurer de l'efficacité des nouvelles règles.

- Bien que le secteur de l'assurance soutienne de façon générale les nombreuses initiatives politiques de la Commission européenne en matière de durabilité, qu'il s'agisse de finance durable ou de *reporting*, il est essentiel qu'elles soient conçues et mises en œuvre de façon à orienter les investissements privés vers la transition et à accroître la transparence. Dans certains cas, il est nécessaire de revoir leur conception pour s'assurer que les exigences énoncées sont adaptées et réalisables. Il est également essentiel que le cadre garantisse la sécurité juridique et une période de stabilité pour les acteurs des marchés financiers, les consommateurs ainsi que pour les entreprises bénéficiaires d'investissements.

Permettre aux assureurs de continuer à jouer leur rôle d'investisseurs de long terme.

- Il s'agit notamment d'éliminer les obstacles réglementaires qui empêchent les assureurs d'offrir des produits, des garanties et des investissements de long terme, y compris des investissements dans les projets nécessaires pour réaliser la transition verte.

QUESTIONS D'ASSURANCE

COMPÉTITIVITÉ

La réussite des entreprises européennes exige une réglementation adaptée et efficace. En ces temps d'incertitudes et face à un contexte économique difficile, ces entreprises requièrent un environnement réglementaire approprié permettant de maintenir leur compétitivité sur la scène internationale tout en contribuant aux objectifs de l'UE en matière de croissance durable, innovante et inclusive.

Le secteur européen de l'assurance et de la réassurance est aussi une réussite mondiale. Fort d'une présence de premier plan sur la scène internationale, il contribue à la compétitivité, au leadership et à l'autonomie financière de l'Europe. Avec environ 9,5 milliards d'euros d'actifs sous gestion et un modèle d'entreprise offrant une perspective à long terme, le secteur est également l'un des plus grands investisseurs institutionnels et apporte une contribution majeure à l'économie européenne, à sa transition écologique et à son autonomie financière. Le secteur assurantiel est également un employeur de taille, comptant plus de 920 000 collaborateurs au sein de l'UE.

Avec l'assurance...



Une garantie de protection et un renforcement de la confiance des consommateurs

Le secteur de l'assurance soutient les sociétés et les économies tant *via* les milliards d'euros qu'il verse chaque jour en indemnités aux particuliers et aux entreprises que par ses investissements de long terme.



Un soutien à la croissance, à la concurrence et à l'innovation transfrontalières

L'assurance touche à tous les aspects de la vie des particuliers, de la conduite automobile à la protection contre les catastrophes. Il s'agit d'un secteur spécialisé des services financiers dont l'activité est très différente des banques et autres prestataires de services financiers.



Une contribution au leadership mondial de l'UE

Grâce à son importance commerciale au niveau international, le secteur de l'assurance contribue au leadership et à la compétitivité de l'Europe. Par le biais de négociations et d'accords commerciaux, l'UE dispose d'un potentiel considérable pour renforcer le leadership mondial de ses entreprises.

Sans l'assurance...

Une vulnérabilité accrue

Les particuliers supporteraient la charge financière de pertes imprévues ou devraient compter sur l'intervention des États. Sans assurance pour aider à absorber et répartir les risques, des événements même mineurs pourraient entraîner des conséquences financières catastrophiques.

Une croissance et une capacité d'innovation limitées

L'absence d'assurance pourrait entraver la croissance économique en décourageant l'entrepreneuriat, l'investissement et l'innovation. Sans la protection financière offerte par l'assurance, les entreprises pourraient être réticentes à se lancer dans de nouveaux projets ou à développer leurs activités.

Une perte de terrain sur la scène internationale

Pour conserver son avantage concurrentiel, l'UE a besoin de champions ainsi que de secteurs forts et résilients, tels que l'assurance. Cependant, l'industrie de la (ré)assurance est de plus en plus confrontée à des obstacles en matière d'accès au marché. Ainsi, cinquante-quatre États ont mis en œuvre, sont en train de mettre en œuvre ou envisagent de mettre en œuvre des [barrières à la réassurance mondiale](#).

EN QUOI LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DE L'UE PEUT-IL AVOIR UN IMPACT NÉGATIF SUR LA COMPÉTITIVITÉ DES ASSUREURS EUROPÉENS ?

Ces dernières années, le secteur de l'assurance et de la réassurance a fait l'objet d'un accroissement considérable des exigences en matière de réglementation et d'information.

En 2012, les assureurs ont été concernés par douze textes. Désormais, environ soixante-dix textes sont ou seront applicables dans les prochaines années. La complexité et le niveau de détail ont également évolué de manière drastique. Qu'il s'agisse de rapports sur le développement durable, de questions numériques, d'exigences de solvabilité mais aussi de conduite des affaires courantes, la réglementation européenne tend à être plus contraignante et onéreuse que celle qui s'applique à ses concurrents internationaux, se traduisant par des obligations de mise en conformité tout aussi lourdes et coûteuses. Cela a un impact négatif sur les consommateurs, par exemple *via* une augmentation des coûts ou une réduction de l'innovation, plaçant ainsi le secteur de l'assurance européenne dans une position concurrentielle désavantageuse.

En 2023, la Commission européenne s'est engagée à rationaliser et à simplifier les obligations de *reporting* des entreprises et des administrations ainsi qu'à réduire ces charges de 25 %. Le secteur a salué l'engagement de la Commission de s'attaquer au fardeau que représente le *reporting*, constituant une partie substantielle de la charge réglementaire qui pèse sur les assureurs. Pour que cela se traduise par des avantages significatifs, un engagement sérieux en faveur de changements réels s'impose.

En outre, l'UE doit adopter une approche différente en la matière et n'introduire que de nouvelles réglementations ou des changements réellement justifiés. La réglementation et la supervision applicables aux assureurs doivent être distinctes de celles qui s'appliquent aux banques et autres institutions financières tout en tenant compte des spécificités du secteur. Cela permettra au régime réglementaire de l'assurance de se concentrer sur les bons risques et, par conséquent, que les consommateurs, et la société dans son ensemble, puissent continuer à bénéficier des services d'un secteur résilient, efficace, innovant et fiable. Aussi, puisque l'assurance est soumise à une multitude de réglementations sectorielles, celles-ci ne doivent pas être élaborées de manière cloisonnée, sans tenir compte des lois existantes dans tous les domaines concernés.

LES ASSUREURS PEUVENT ALLER ENCORE PLUS LOIN...

Comment les décideurs politiques peuvent-ils contribuer ?

Rationaliser et réduire concrètement la charge réglementaire qui pèse sur le secteur de l'assurance

- Insurance Europe reconnaît qu'il est nécessaire de s'attaquer à ce qui est devenu une charge excessive en matière de *reporting*. Elle salue l'engagement pris par la Commission européenne de rationaliser et de simplifier les exigences en matière d'information pour les entreprises et les administrations, et de réduire ces charges de 25 %. Cet engagement doit être ferme et assorti de changements réels pour y parvenir. Insurance Europe a proposé une série de domaines spécifiques dans lesquels des réductions peuvent être mises en œuvre.

Introduire des principes pour garantir l'efficacité et la proportionnalité de toute nouvelle réglementation

Il est essentiel de simplifier et de réduire la charge de déclaration existante, mais aussi d'éviter, dans la mesure du possible, de nouvelles déclarations. À cette fin, les principes suivants devraient être intégrés dans les initiatives réglementaires :

- **Réduire au minimum les nouvelles exigences** – le rapport entre les bénéfices et les coûts doit être élevé ;
- **Adopter une approche progressive** afin que la réglementation soit plus simple à élaborer et à approuver, moins coûteuse à mettre en œuvre et que de meilleures décisions puissent être prises quant à la manière de procéder ou à l'opportunité de le faire ;
- **N'élaborer qu'un seul rapport** – et éviter chevauchements et doublons ;
- **Impliquer des experts** des secteurs concernés dans l'élaboration de la réglementation ;
- **Toujours intégrer la proportionnalité ;**
- **Veiller à ce que le délai de mise en œuvre soit suffisant ;**
- **Réaliser des tests approfondis auprès des consommateurs** afin de s'assurer de l'utilité réelle des exigences et de leur bon fonctionnement ;
- **Éviter l'excès de prescription et permettre de la flexibilité** – suivre les préoccupations plutôt que d'essayer de couvrir toutes les possibilités par une réglementation longue et détaillée. Des détails complémentaires peuvent être ajoutés par la suite si le besoin est avéré ;
- **Lorsque des détails sont nécessaires, cela doit être correctement effectué** – lorsque les personnes concernées le demandent, il faut leur fournir rapidement des « questions-réponses » de qualité et, en cas d'erreurs dans la mise en œuvre de la réglementation, la mise en place d'un processus de correction approprié et rapide dans les normes techniques de mise en œuvre (ITS pour *Implementing technical standards*) doit être garantie ;
- **Chercher à éviter les charges** créées par les autorités de surveillance européennes.

Veiller à ce que toutes les réglementations en matière d'assurance soient adaptées aux spécificités du secteur

- Un « centre d'expertise en assurance » devrait être créé au sein de la Commission européenne. Servant de centre de connaissances en matière d'assurance au sein des Directions Générales, il veillerait à ce que tous les risques liés à une nouvelle initiative soient dûment pris en compte, que les questions en jeu fassent l'objet d'une réflexion globale et que les nouveaux efforts (non) législatifs atteignent les objectifs visés.

Veiller à ce que les normes mondiales renforcent la compétitivité de l'UE

- Les normes mondiales peuvent entraîner des répercussions importantes sur l'Europe. Par conséquent, la réglementation internationale et l'établissement de normes devraient être traités comme un instrument politique permettant de garantir des conditions de concurrence équitables au niveau mondial. À cet égard, il est essentiel qu'il y ait 1) un alignement entre les initiatives, si nécessaire, et 2) une mise en œuvre cohérente entre les différentes juridictions.

Supprimer les obstacles à l'accès au marché et au commerce

- Les décideurs politiques de l'UE doivent cibler les cas de protectionnisme et les barrières commerciales discriminatoires. Ils doivent donner la priorité à des négociations commerciales ambitieuses propices à davantage d'opportunités mondiales pour les entreprises européennes.

QUESTIONS D'ASSURANCE

RETRAITES

L'évolution démographique actuelle, qui se traduit notamment par un déséquilibre croissant du ratio travailleurs actifs/retraités, et la dynamique du marché du travail en Europe exercent une pression importante sur la viabilité financière des systèmes de retraite. Cela suscite des inquiétudes quant à la capacité des systèmes de retraite de continuer à garantir un niveau de revenu décent de retraite pour tous les citoyens. Cela signifie également que, faute d'une épargne suffisante, les retraités européens pourraient se retrouver dans une situation financière difficile, ce qui impacterait leur capacité à financer leurs soins de santé et aggraverait de fait, les finances publiques. Il est donc impératif que les citoyens européens épargnent et investissent davantage pour leur retraite. Toutefois, un bon nombre d'entre eux ne sont pas en mesure de le faire, pour différentes raisons.

En proposant des produits d'épargne adaptés, les assureurs peuvent jouer un rôle clé dans le financement des retraites. À ce titre, ils contribuent à diversifier les sources de revenus des retraités, améliorant ainsi leur sécurité financière tout en atténuant la pression sur les finances publiques.

39% des Européens
n'épargnent pas pour leur retraite

Source: [Insurance Europe's Pan-European Pension Survey, 2023](#)

« Comblent l'écart mondial de financement des retraites, qui s'élève à 51 000 Md\$, nécessiterait le paiement d'une rente supplémentaire d'environ 1 000 Md\$ par an. »

Source: [\(GFIA, 2023\)](#)

Avec l'assurance...

Diversification des sources de revenus

Qu'ils proposent des rentes ou un montant forfaitaire, les produits d'assurance permettent de bénéficier de revenus complémentaires des pensions de retraite financées par les États et de l'épargne personnelle. Cette diversification permet de répartir les risques et assure des revenus plus stables aux retraités.

Revenu garanti et gestion des risques

Les rentes permettent de profiter d'un revenu garanti à vie, quels que soient les fluctuations des marchés ou les risques de longévité (risque de survivre à son épargne). Ce type d'offre procure donc aux retraités une réelle tranquillité d'esprit, sachant qu'ils bénéficieront d'un revenu stable tout au long de leurs années de retraite. Ces solutions assurantielles permettent également aux retraités de mieux gérer leurs dépenses de santé. Des produits tels que l'assurance dépendance peuvent protéger contre le poids financier que représentent les frais médicaux et les établissements spécialisés.

Flexibilité et personnalisation

Les solutions d'assurance offrent de la flexibilité en termes d'options de paiement, de stratégies de retrait de capitaux et de bénéficiaires. Les retraités peuvent ainsi adapter leur régime d'assurance à leurs besoins spécifiques, leur garantissant ainsi une approche personnalisée de leur retraite.

Avantages fiscaux

Certains produits d'assurance vie, comme certains types de rentes ou d'épargne retraite, peuvent offrir des avantages fiscaux, aidant les retraités à maximiser leurs revenus.

Sans l'assurance...

Nombre limité de solutions de retraite

Sans solutions de retraite fondées sur l'assurance, les individus dépendraient principalement de celles financées par l'État ou de leur épargne personnelle. Ces revenus pourraient s'avérer insuffisants pour maintenir un niveau de vie décent compte tenu de l'espérance de vie plus longue et des dépenses de santé en hausse.

Vulnérabilité financière accrue

L'absence de solutions d'assurance rend les retraités plus vulnérables aux chocs financiers tels que des frais médicaux imprévus. Cette vulnérabilité se traduit par des taux plus élevés de pauvreté et d'insécurité financière parmi la population des retraités. Les solutions d'assurance offrent généralement divers outils de gestion des risques, tels que des rentes ou une couverture biométrique, qui protègent les retraités et leurs familles en cas d'imprévu. Sans ces alternatives, les retraités risqueraient de ne pas bénéficier d'une protection adéquate face aux imprévus.

Pression supplémentaire sur les systèmes de protection sociale

Sans solutions d'assurance privée, la charge pesant sur les systèmes de retraite de l'État s'alourdirait. Cela mettrait à rude épreuve les finances publiques et conduirait potentiellement à des réductions de prestations ou à une augmentation des impôts, avec, à la clé, un impact négatif pour tous les citoyens.



Sans les solutions proposées par l'assurance, les perspectives de retraite de ces personnes pourraient être considérablement compromises.

POURQUOI LE PEPP A ECHOUÉ

Le *Pan-european personal pension product* (PEPP – Produit de retraite personnel pan-européen) a été conçu pour compléter les solutions de retraite disponibles au niveau national. Ce projet ambitieux visait, entre autres objectifs, à accroître l'adéquation des régimes de retraites, permettant la portabilité des contrats de retraites entre les États membres de l'UE et à élargir la gamme de produits disponibles pour ses citoyens. Malheureusement, il n'a pas encore répondu aux espoirs que les décideurs politiques plaçaient en lui : pour l'heure, un seul acteur propose ce produit, et ceci dans un nombre limité de pays.

La principale raison de « l'échec » du PEPP tient à sa réglementation trop complexe, à la charge administrative qu'elle implique pour les assureurs qui souhaitent le proposer mais aussi à ses incertitudes juridiques. Ajoutons à cela certaines exigences irréalistes comme l'obligation de surperformer l'inflation future, dans la plupart des cas grâce à des techniques d'atténuation des risques, et enfin un plafond de cotisation annuelle de 1 % sur le capital accumulé pour la version de base. Par ailleurs, la fiscalité des produits de retraite n'est à l'évidence pas harmonisée au sein de l'UE. Ces défis réglementaires ont dissuadé les assureurs de proposer ce produit. Par conséquent, des modifications substantielles de sa réglementation s'imposent pour faire du PEPP une solution viable.

Il reste néanmoins essentiel que les décideurs politiques européens donnent la priorité aux solutions nationales qui encouragent l'épargne personnelle. Leur rôle sera déterminant.

LES ASSUREURS PEUVENT ALLER ENCORE PLUS LOIN...

Comment les décideurs politiques peuvent-ils contribuer à la mise en œuvre de solutions pertinentes ?

- **Veiller à ce que la réglementation permette aux assureurs de continuer à jouer leur rôle protecteur.** Il existe une forte demande de la part des citoyens européens pour des produits d'épargne retraite fondés sur l'assurance sous forme de garanties financières, de rentes et de couverture biométrique, que les assureurs proposent traditionnellement. Il est essentiel que les réglementations, notamment la directive Solvabilité II ainsi que la nouvelle stratégie d'investissement de détail (RIS), n'empêchent ni ne découragent les assureurs de remplir ce rôle essentiel de protection.
- **Sensibiliser les citoyens européens et leur garantir l'accès à des informations précises et facilement compréhensibles quant à leurs futurs droits à la retraite.** Être bien informé permet aux citoyens de prendre des décisions adaptées à leur situation personnelle. La Commission européenne joue un rôle central en promouvant les meilleures pratiques et en encourageant tous les États membres à progresser en ce sens, par exemple en instaurant des tableaux de bord ou des systèmes de suivi des retraites, et en intégrant la Semaine Européenne de la Retraite dans le calendrier officiel de l'UE.
- **Au niveau national, mettre en œuvre des programmes d'inscription automatique pour les salariés, le cas échéant et sur une base volontaire.** Les recherches indiquent que les particuliers sont plus enclins à adhérer à des programmes d'épargne retraite par inscription automatique, à condition qu'ils aient la possibilité de s'en désinscrire à tout moment. Dans ce contexte, le principe du « *one size fits all* », visant à appliquer une méthode uniforme, ne sera pas adapté, car les systèmes de retraite nationaux varient considérablement d'un pays à l'autre.
- **Introduire des incitations fiscales pour encourager tous les citoyens, quelle que soit leur situation personnelle, à épargner pour leur retraite.** Il peut s'agir de récompenses financières pour avoir économisé de l'argent sur certains comptes ou pour avoir choisi certains investissements. Généralement, ces incitations prennent la forme de déductions fiscales, de crédits ou de reports d'imposition.
- **Réduire la complexité : rendre les informations plus lisibles et simplifier le processus de vente.** Les décideurs politiques doivent veiller à ce que les consommateurs aient facilement accès à des informations simples et claires, leur permettant de comprendre aisément les avantages que les produits d'assurance peuvent offrir. Il est important de réduire et non d'accroître la quantité d'informations qui doit être portée à la connaissance du consommateur. Il est tout aussi fondamental de simplifier les processus de vente, trop longs et compliqués, qui découragent l'investissement. La législation ne doit pas entraver l'introduction d'outils numériques qui permettent de faciliter, simplifier et rationaliser ce processus de vente. De plus, disposer d'un large choix, en termes de produits comme de canaux de distribution, permet au consommateur d'avoir accès aux produits d'épargne retraite ou d'assurance vie par le biais qu'il souhaite.
- **Tirer les conclusions de l'échec du PEPP avant d'introduire un produit paneuropéen alternatif.** Pour que le PEPP devienne une réalité, des réformes importantes seront nécessaires, qui devront impacter divers aspects de la réglementation.

QUESTIONS D'ASSURANCE

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

La numérisation est un moteur du progrès sociétal en Europe, remodelant en profondeur les mécanismes économiques actuels, le fonctionnement des services publics et la mise en œuvre des initiatives en matière de développement durable. En parallèle, elle comporte des défis majeurs, en termes de confidentialité des données, de cybersécurité et d'inclusion sociale. L'enjeu est de créer un environnement réglementaire propice à l'innovation et concurrentiel d'une part, et d'autre part de protéger les consommateurs. En outre, transformation numérique et durabilité environnementale sont deux sujets de plus en plus étroitement liés. Ceci nécessitera une évolution vers des pratiques plus efficaces et plus durables dans les infrastructures numériques et les chaînes d'approvisionnement.

Les assureurs contribuent à la transformation numérique, avant tout en renforçant la résilience face au risque cyber qui ne cesse de s'accroître et d'évoluer. En plus d'assurer leur propre résilience opérationnelle numérique, ils proposent de plus en plus de solutions de cyberassurance, axées sur la prévention, la gestion des risques et l'accompagnement post-événement. Grâce aux outils numériques, les assureurs sont en mesure d'améliorer leur efficacité, de fluidifier le parcours client et de favoriser l'inclusion financière. Enfin, l'utilisation des données par les assureurs, inhérente à leur modèle économique, est fondamentale pour l'analyse, l'atténuation et la prévention des risques et, par conséquent, pour offrir les services et produits dont les consommateurs ont besoin et qu'ils attendent. À ce titre, l'utilisation des données et des technologies numériques par les assureurs est essentielle. C'est également le cas en matière de lutte contre la fraude.

Avec l'assurance...



(Cyber)résilience

L'assurance offre une capacité de résilience financière aux entreprises confrontées à des événements imprévus, telles que des cyberattaques, des catastrophes naturelles ou des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Les assureurs peuvent ainsi aider les entreprises à faire face à de tels événements qui, autrement, entraîneraient des pertes financières importantes et des revers opérationnels. L'assurance contribue donc à la stabilité et à la continuité des efforts de transformation numérique.

Inclusion financière



Grâce aux canaux numériques, les assureurs élargissent l'accès des particuliers aux produits d'assurance et à l'épargne retraite, améliorant ainsi leur protection et renforçant, à terme, la résilience des personnes les plus vulnérables.

Sécurité routière et durabilité



Grâce à l'accès aux données, à la télématique et aux dispositifs Internet des objets, les assureurs sont en mesure de proposer une tarification plus précise fondée sur l'utilisation réelle du véhicule et la conduite de son conducteur, favorisant ainsi des comportements plus sûrs et réduisant potentiellement les primes pour les clients à faible risque. D'un point de vue environnemental, dans le domaine automobile, les politiques de « pay as you drive » ou « pay how you drive » encouragent les particuliers à moins utiliser leur véhicule personnel, mais aussi à adopter un style de conduite plus économe et donc moins polluant.

Sans l'assurance...

Perturbations et risque financier pour les entreprises

L'assurance joue un rôle crucial dans l'atténuation des risques associés à la transformation numérique. Sans elle, les entreprises seraient bien plus exposées aux conséquences financières des cyber attaques, aux violations de données et autres risques numériques. Cela pourrait dissuader certaines d'entre elles d'adopter des technologies innovantes par crainte de pertes financières.

L'innovation remise en cause

L'assurance fournit un filet de sécurité garantissant aux entreprises de pouvoir prendre des risques et donc d'investir dans l'innovation. Sans cette sécurité, les entreprises seraient plus hésitantes dans leur approche de la transformation numérique. Elles hésiteraient en particulier à investir dans des nouvelles technologies ou de nouveaux projets, freinant de fait l'innovation.



Sans assurance, les entreprises seraient confrontées à une plus grande incertitude, à un plus grand risque financier. Elles seraient aussi plus réticentes à adopter les technologies numériques.

POURQUOI LA PRÉSERVATION DE RÈGLES DE CONCURRENCE ÉQUITABLES EST LA CLÉ POUR QUE PROSPÈRE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

À l'ère du numérique, les assureurs sont confrontés à plusieurs défis en termes de concurrence et cela impacte directement les consommateurs. Tout d'abord, l'irruption des Big Techs dans le domaine de l'assurance est sur le point de perturber les conditions d'une concurrence équitable. Grâce à leurs ressources, leur clientèle et la richesse de leurs données, les *Big Techs* peuvent en effet contourner les exigences réglementaires et la surveillance dont font l'objet les acteurs traditionnels du marché de l'assurance. De plus, l'utilisation de données agrégées pourrait potentiellement échapper aux réglementations sur la confidentialité des données. Et tandis que l'accès des assureurs aux données et leur utilisation sont de plus en plus soumis à un contrôle prudentiel, les *Big Techs* monétisent déjà de vastes quantités de données clients auxquelles elles ont accès, en proposant des produits et services financiers personnalisés.

Les assureurs sont également confrontés à des règles de concurrence inégales en ce qui concerne l'accès aux données automobiles, notamment parce que les données embarquées restent aujourd'hui presque exclusivement entre les mains des constructeurs automobiles qui représentent la seule porte d'accès à ces données. Lorsque l'accès est accordé, il est généralement coûteux et soumis à des conditions contractuelles injustes, ce qui désavantage nettement les assureurs. Sans accès direct, indépendant, non surveillé et équitable aux données embarquées, il sera difficile pour les assureurs de proposer des produits et services innovants aux consommateurs, tels que des polices de «*pay how you drive*», des systèmes de notification de vol, des services de dépannage avancés et des solutions de gestion du trafic en temps réel. L'accès aux données nécessaires à l'établissement des circonstances d'un accident est également une condition préalable à l'assurance des futures voitures autonomes.

Enfin, les efforts des décideurs politiques en faveur d'une souveraineté numérique européenne pourraient entraîner de nouvelles exigences susceptibles de nuire à l'agilité des assureurs et, avec elle, à l'innovation et à la concurrence, alors que les efforts s'intensifient pour stimuler la transition vers une économie numérique. Ainsi, les assureurs devraient pouvoir augmenter ou réduire leur utilisation des services de *cloud* en fonction de l'évolution des demandes opérationnelles et des besoins des clients et ne pas être confrontés à des restrictions quant au choix de leur fournisseur.

LES ASSUREURS PEUVENT ALLER ENCORE PLUS LOIN...

Comment les décideurs politiques peuvent-ils aider les assureurs dans leur mission de protection ?

Lever les obstacles et garantir un environnement réglementaire favorable à l'innovation

- Le cadre réglementaire et prudentiel devrait favoriser l'utilisation des données et encourager l'adoption de nouvelles technologies. Celles-ci apportent de nombreux avantages, qu'il s'agisse de l'amélioration de l'expérience client, de la détection des fraudes, de la fourniture de produits innovants ou encore de faciliter l'accès aux services d'assurance.

Veiller à ce que les assureurs aient accès aux données et puissent les utiliser au profit de leurs clients

- Sans accès aux données, les risques ne pourraient pas être évalués et l'assurance, tout comme la prévention, deviendrait impossibles. Même si la réglementation actuelle interdit l'utilisation de certaines données clients pour des décisions individuelles, ces données restent nécessaires en matière de tarification pour évaluer les risques globaux et garantir que les futurs sinistres seront indemnisés conformément aux attentes des consommateurs.
- De plus, en ce qui concerne l'accès aux données embarquées, une législation propre au secteur est nécessaire pour permettre aux conducteurs de partager les données de leur voiture, s'ils le souhaitent, avec les assureurs. Cela permettra de leur proposer des produits et services innovants basés sur ces données.

Créer un « centre d'expertise en assurance » au sein de la Commission européenne

- En jouant le rôle d'un centre de ressources et d'information sur l'assurance au sein des Directions Générales de la Commission, il garantirait que les décisions et initiatives politiques soient prises sur la base d'une réelle compréhension du fonctionnement du secteur, et en particulier de la nécessité pour celui-ci de collecter des données pour continuer à jouer son rôle sociétal.

Préserver des conditions de concurrence équitables

- Les décideurs politiques devraient dénoncer le fait que les *Big Techs* ne respectent pas les règles de manière globale et cohérente, tout en garantissant des règles de concurrence équitables pour les assureurs en place.
- Il est également essentiel qu'avant toute nouvelle exigence législative, une analyse d'impact indépendante et approfondie soit menée pour évaluer ses répercussions éventuelles sur la compétitivité et l'innovation des entreprises européennes.

QUESTIONS D'ASSURANCE

SANTÉ

Les États européens sont confrontés à un défi crucial: nombre de leurs citoyens ne disposent pas d'une couverture santé adaptée et sont régulièrement confrontés à des frais médicaux élevés. Les enjeux financiers sont majeurs, tant pour les particuliers que pour les gouvernements, car un nombre croissant de citoyens dépendent de plus en plus des services de santé publics, mettant ainsi à rude épreuve les finances publiques. En parallèle, l'évolution démographique et le vieillissement des sociétés entraînent une prévalence croissante des maladies chroniques: les patients doivent donc avoir accès à des soins de santé abordables pendant une période plus longue.

L'assurance peut atténuer ces pressions croissantes en améliorant la durabilité des systèmes de santé et en renforçant la résilience des individus en leur offrant une protection supplémentaire et des services de soins de longue durée.

Le coût du déséquilibre mondial en matière de protection de la santé est évalué **entre 800 et 4 000 Md\$**. Ce déficit en Europe représente 5% de ce montant.

Source: [GfIA, 2023](#)

Avec l'assurance...



Accès rapide aux soins de santé

Être assuré signifie pour les particuliers avoir accès sans délai à un large éventail de services de santé, notamment des soins préventifs, des diagnostics, des traitements et des médicaments. La couverture s'étend aux consultations spécialisées, aux interventions chirurgicales, aux séjours hospitaliers et aux services de rééducation. L'assurance offre également l'accès à un réseau de prestataires de soins de santé qui garantit une prise en charge rapide et un programme de traitement coordonné.



Protection financière

L'assurance offre une sécurité financière en couvrant une partie importante des dépenses médicales, même imprévues, notamment les factures d'hôpital, les médicaments et les procédures médicales. Les tickets modérateurs, les franchises et la coassurance contribuent à partager les coûts entre l'assureur et l'assuré, faisant en sorte que la prime reste abordable. La protection financière offerte par l'assurance permet aux individus et aux familles de se concentrer sur leur guérison sans avoir à se soucier du coût des soins. L'assurance invalidité offre également une protection financière en cas de perte (temporaire) de revenus due à des problèmes de santé.



Prévention

Les assureurs proposent de plus en plus d'incitations aux soins préventifs et aux examens de santé pour aider les individus à rester en bonne santé et à prévenir les maladies chroniques. La prise en charge des vaccinations, des dépistages et des contrôles de routine encourage une gestion proactive de sa santé et une détection précoce des pathologies.

Sans l'assurance...

Accès limité aux soins de santé

Les individus peuvent se heurter à des obstacles pour accéder aux services de santé en raison de leur coût élevé, ce qui entraîne un traitement médical retardé, voire aucun traitement. Les soins d'urgence peuvent devenir la seule option pour ceux qui n'ont pas d'assurance, engendrant des coûts plus élevés et une dette médicale potentielle.

Pression financière

Devoir régler ses frais médicaux en l'absence d'assurance est susceptible d'entraîner des difficultés financières importantes, obligeant les individus à puiser dans leurs économies, à emprunter de l'argent ou à trouver des solutions alternatives pour couvrir leurs frais de santé. Des coûts trop élevés peuvent mener à un renoncement aux soins et donc à une dégradation de l'état de santé.

Manque de soins préventifs

Les individus peuvent négliger les examens de santé, les vaccinations et les examens de routine, augmentant ainsi le risque de problèmes non détectés et de maladies évitables. Sans mesures incitatives en faveur des soins préventifs, le risque de maladies chroniques augmentera et la santé globale de la population se détériorera.



In fine, les gouvernements devront intervenir et couvrir ces coûts, ce qui provoquera une très forte pression sur les finances publiques.

POURQUOI LES INITIATIVES POLITIQUES AU NIVEAU EUROPEEN PEUVENT COMPROMETTRE L'ASSURABILITÉ ET LE RÔLE SOCIÉTAL CLÉ DES ASSUREURS

Certaines initiatives, malgré leur bonne intention, peuvent avoir des conséquences négatives inattendues. Par exemple, l'introduction d'un « droit à l'oubli » (RTBF pour « *Right to be forgotten* »), qui restreint les assureurs d'évaluer et de tarifier les risques qu'ils sont appelés à couvrir, pourrait réduire l'accès à la protection et augmenter les tarifs au détriment de la plupart des clients. Si l'objectif de soutenir les personnes les plus vulnérables et celles confrontées à des risques plus élevés est souhaitable, le RTBF peut en réalité réduire l'assurabilité et limiter la capacité des assureurs à offrir une couverture complète. Il est donc crucial que de telles initiatives soient lancées sur la base d'une expertise et d'une connaissance fine du fonctionnement de l'assurance et d'une bonne compréhension de l'impact que les mesures envisagées auraient sur sa clientèle.

De même, les décideurs politiques remettent de plus en plus en question l'utilisation des données par les assureurs, alors même que ces données sont, depuis des siècles, déterminantes pour la capacité des assureurs à fournir les produits dont les gens ont besoin et qu'ils attendent. En outre, les assureurs sont soumis à une législation nationale et européenne solide en matière de protection des données, d'égalité de traitement et de distribution de leurs produits. Sans accès aux données pertinentes, les assureurs auront du mal à répondre aux besoins changeants de la société et des citoyens. De plus, grâce aux technologies innovantes et aux progrès de la médecine, des pathologies qui semblaient non assurables il y a seulement dix ans peuvent désormais, dans des circonstances spécifiques, être couvertes par des politiques d'assurance. Mais pour cela, les assureurs doivent avoir accès à des données pertinentes.

LES ASSUREURS PEUVENT ALLER ENCORE PLUS LOIN...

Comment les décideurs politiques peuvent-ils aider ?

Créer un « centre d'expertise en assurance » au sein de la Commission européenne.

- Jouant le rôle de centre d'information au sein des Directions Générales, il garantirait que tous les risques inhérents à toute nouvelle initiative soient dûment pris en compte, que les enjeux soient pensés de manière globale et que les nouveaux efforts (non) législatifs atteignent les objectifs visés sans compromettre l'assurabilité et, *in fine*, la durabilité et la résilience.

Certifier que les assureurs aient accès aux données et puissent les utiliser au profit des clients.

- Pas d'assurance sans données: même si l'utilisation par les assureurs de certaines données clients pour les décisions individuelles de tarification est limitée par la loi, elles restent nécessaires pour évaluer les risques globaux et garantir que les futurs sinistres seront indemnisés conformément aux attentes des clients.

Faciliter l'adoption de nouvelles technologies en matière d'assurance pour soutenir l'innovation.

- Les décideurs politiques devraient supprimer toutes les barrières réglementaires – et éviter d'en créer de nouvelles – qui freinent l'innovation, et établir un cadre de réglementation / supervision qui favorise un secteur financier fondé sur les données et l'adoption de nouvelles technologies.

Sensibiliser les citoyens aux risques et à la prévention sanitaire.

- Les décideurs politiques pourraient mener des campagnes de sensibilisation pour promouvoir les examens de routine et les actions préventives afin de soutenir l'assurabilité.



Insurance Europe est la fédération européenne de l'assurance et de la réassurance. Par l'intermédiaire de ses 37 membres – les associations nationales d'assurance – elle représente tous les types et toutes les tailles d'entreprises d'assurance et de réassurance. Les membres d'Insurance Europe, dont le siège est à Bruxelles, représentent au total environ 95% de l'ensemble des cotisations d'assurance versées en Europe. L'assurance contribue de façon majeure à la croissance et au développement économique sur le continent: chaque année, les assureurs européens versent plus de 1 000 milliards d'euros – soit 2,8 milliards d'euros par jour – en indemnités, emploient directement plus de 920 000 personnes et investissent plus de 10,6 milliards d'euros dans l'économie européenne.

www.insuranceeurope.eu



France Assureurs est le nom d'usage de la Fédération Française de l'Assurance qui rassemble 254 entreprises d'assurance et de réassurance représentant 99 % du marché des entreprises régies par le Code des assurances. L'assurance est au cœur des enjeux de société: à ce titre, France Assureurs a vocation à prendre une part active au débat public. Elle est l'interlocutrice privilégiée des pouvoirs publics, des administrations et des médias sur les sujets liés à l'assurance, en France et à l'international, qu'il s'agisse des questions de prévention, de protection, d'investissement ou d'emploi. Les données statistiques qu'elle centralise et son expertise lui permettent d'accompagner ses membres dans les évolutions du secteur. France Assureurs s'appuie sur un réseau de correspondants dans l'ensemble des territoires français pour accompagner les élus locaux en cas d'événement de grande ampleur ou pour valoriser les métiers de l'assurance ou encore pour relayer les positions du secteur.

franceassureurs.fr